

Compte Rendu de la Formation Spécialisée du CSAL du 4 Avril 2024

Notre délégation est intervenue en liminaire (voir déclaration liminaire jointe) par rapport à la situation économique, le manque de reconnaissance des fonctionnaires et la situation alarmante en matière d'exercice des missions et des conditions de travail des personnels avec notamment 36000 suppressions d'emplois depuis 2008, date de la création de la DGFIP.

Le DDFIP botte en touche sur une grande partie des sujets d'ordre national.

Sur l'évaluation de la fraude : selon lui, jusqu'à maintenant tout le monde s'y est (d'après lui et les instances) cassé les dents, de ce fait un nouvel organisme paritaire public/privé est créé pour essayer de faire une nouvelle évaluation de la fraude fiscale avec un début des travaux ce mois-ci avec une date-line en automne. Nous pouvons noter que la Cour des Comptes a repris l'estimation de Solidaires Finances Publiques.

Sur les économies budgétaires : le déficit est passé d'une prévision de 4,9 % à 5,5 % et le ministre des économies a fait une coupe budgétaire de 10M€, la direction abordera le sujet en question diverse.

Par rapport au message de Mme Amélie Verdie, nouvelle Directrice Générale :

« Nous sommes tous d'accord sur le constat GMBI v1, nous allons découvrir GMBI v2 suite aux réunions inter-région qui ont permis un retour d'expérience. »

La DG nous a indiqué qu'elle n'hésitera pas à décaler les prochaines sorties si cela ne devrait pas fonctionner normalement. D'ici 2027, beaucoup d'applications devraient voir le jour.

Sur le dialogue social : la DG a rappelé son attachement fort à celui-ci (ex-ARS île de France) et on va lui faire confiance dixit M PAREJA, Solidaires restera vigilant à ses dires !

Nous avons ensuite abordé les sujets à l'ordre du jour :

1) Approbation des PV du 21/09/23 et 28/11/23 :

Les OS ont voté leur approbation malgré un délai long suite à des modifications demandées par les celles-ci et un oubli de signature de la part de la direction au secrétaire de séance.

2) Election du secrétaire de la FS :

Suite à l'adoption du nouveau Règlement Intérieur (pour rappel en décembre 2023!!), nous avons eu l'obligation de revoter pour élire le secrétaire.

Le vote a été unanime de la part de toutes les Organisations syndicales, reconnaissant ainsi le travail, l'animation de l'intersyndicale et la qualité du secrétaire précédemment élu. Ce secrétaire est issu des représentants de Solidaires Finances Publiques.

3) Note d'orientation ministérielle :

L'absence prolongée de l'ISST devient très problématique. En attendant, son retour, nous nous adressons à l'Animatrice de la Politique Ministérielle de Prévention pour le département (APMP). C'est d'ailleurs, elle, qui nous présente cette note.

Une circulaire ministérielle devrait être présentée pour définir les attributions sur les Groupes de Travail, les ASA, les fiches de signalements, la présence des ISST, des médecins...

Pour cette année, le budget n'a pas été impacté sur notre budget FS mais sur la restauration et l'action sociale. Le budget dédié à la Formation Spécialisé est de 130 €/agent à la place de 127 € l'année dernière et pour le budget formation, le montant est de 101 €/agent pour l'enveloppe locale.

Une nouvelle application PREV'ACTION a pour but de renforcer la campagne du DUERP.

Pour l'instant, la note n'est pas sortie ce qui risque de repousser la campagne et de ce fait, le Plan Annuel de Prévention en fin d'année qui sera donc difficile de boucler dans l'année.

Une réunion d'information le 15/05/24 pour le DUERP sera faite pour la direction. Suite à notre question concernant le risque du délai pour le PAP : La direction s'engage bien évidemment à prendre en compte les risques et à réaliser les actions nécessaires même avant la parution du PAP.

L'APMP nous informe qu'un marché public Rhône Alpes a été signé pour les formations aux risques routiers avec parties théories et pratiques, mais le circuit se trouve dans le 69 à St Pierre de Chandieu.

4) Bilan des travaux 2023 :

Il a été réalisé énormément de travaux sur St Chamond (Plans d'évacuations, les nez de marche, etc.)

Charcot : remplacement détecteur mouvement, bornes électriques au sous-sol pour 2 voitures électriques, réaménagement du SIP/SPF.

Roanne : Achat d'un véhicule électrique pour l'agent technique

Firminy : Isolation du plancher bas et création d'une plateforme accessibilité mobilité réduite

Montbrison : Installation d'une borne électrique et d'un abri à vélo (remboursé à hauteur de 40%)

Convention : réaménagement pour le SDIF

Nous avons noté que la présentation de la part de la DDFIP a été détaillée, ce qui permet d'avoir une vision globale des dépenses effectuées par le département.

M. PAREJA :

Il a indiqué qu'il y avait 2 modes de financement :

-Financement hors DGF comme la sûreté qui sont gérés par le national

-Dépenses gérées par le BIL. Le BIL essaie dans la mesure du possible d'obtenir toutes les aides

possibles ou des financements de la DGFIP ou autres.

Le DDFIP a tenu à remercier le BIL par sa gestion rigoureuse du budget qu'il n'en avait encore jamais vu une comme celle-ci dans les autres départements.

Grâce à la gestion comptable, nous avons la possibilité d'avoir des crédits supplémentaires sur des départements qui n'utilisent pas tout leur budget.

Cette année devrait être plus compliquée suite aux restrictions budgétaires annoncées.

Concernant la chaudière de Roanne, la DDFIP 42 s'engage à faire les travaux pour remplacer celle-ci mais le contexte budgétaire sera compliqué, le DDFIP ne veut pas un nouvel épisode comme cette année.

On devait avoir un retour début février pour 2 projets, un appel d'offre a été publié pour la pompe à chaleur avec un calendrier déjà établi avec demande de fonds. Si nous n'obtenons pas ces fonds, cela sera une chaudière (à gaz) neuve. (Pompe à chaleur : 200 000 €, chaudière : 25 000 €)

5) Présentation du budget

Pour 2023 : Solidaires souhaite que l'assistante de Prévention demande à ce que le petit matériel soit bien utilisé et qu'elle fasse un suivi pour demander aux agents qui n'utilisent pas le matériel de le renvoyer pour le re-distribuer.

Un message général sera envoyé une fois par an, ceci est une mesure de bon sens, économique et écologique.

Pour 2024 :

- Parking vélo Charcot : les agents du site vont être interrogés pour savoir si cela est utile ou non, une action peut être envisagée si elle est plébiscitée par les agents.

- VAE (Vélo à assistance électrique) : à priori aucun intérêt pour le BIL d'avoir cela (niveau sécurité gestion des casques et charlottes).

M PAREJA : « c'est une bonne chose de demander l'avis des agents » Nous avons bien noté cette phrase qui nous a surpris ! Mais nous n'oublierons pas de lui le rappeler !

Le BIL indique que, sur le site de Charcot, 2 places de parking supplémentaires seront réquisitionnés pour des voitures électriques.

Concernant les robinets à détections, la direction étudie encore les chiffres pour connaître l'utilité ou non mais va continuer le déploiement.

Concernant la salle de convivialité de Firminy :

Solidaires a essayé de défendre la demande des agents qui ne souhaitent pas de fauteuils et de table basse pour pouvoir profiter pleinement de la salle en restauration. Malgré le fait que Montbrison ne dispose pas non plus de ce type de matériel, depuis l'arrivée de M PAREJA, celui-ci veut un modèle unique de salle pour tous : « Je souhaite que la salle soit comparable ni plus ni moins (28 agents), on a tous oublié 2020-2021 avec une concentration de personnes qui mangent en même temps. »

Nous avons donc rejeté de participer à ce que veut la direction et non les agents, nous avons donc supprimé le cofinancement du budget FS.

De ce fait, les OS décident d'utiliser les crédits libérés pour le SIP de Charcot pour résoudre des problèmes qui n'auraient pas été pris en compte par la direction lors des travaux. Notamment l'acoustique.

Sur ces faits, la direction va prendre l'attache de l'acousticien du service Immobilier de la Direction Générale pour une étude technique sur le SIP suite à l'implantation des nouveaux bureaux, l'étude sera transmise aux agents (nous suivrons le dossier).

Nous serons attentifs aux résultats, aux recommandations !

Nous revenons sur le risque routier : c'est une formation importante, les personnes en mission sont prioritaires mais pas exclusivement.

M PAREJA propose que le recensement soit fait des personnes prioritaires et ensuite ouvert aux volontaires.

6) Registre Hygiène et Sécurité :

-Il faut agir vite mais ne pas hésiter à faire un mail au BIL

-Beaucoup d'accidents sont liés à des chutes.

M PAREJA souhaite plus de discipline en supprimant les boîtes sur les armoires.

La sécurité électrique, feu... cela doit être primordial.

-Signal'Fip ne permet pas pour le moment de signaler les problèmes entre agents. L'avantage de signal'fip est que l'Assistant de Prévention est averti dès la saisie et avant la validation du chef de service.

Nous demandons à ce que les fiches de signalements nous soit remis au fil de l'eau, M PAREJA accorde un envoi trimestriel.

-Trésorerie amendes :

Une convention avec la STAS a été signée et un agent vient 2 jours par semaine travailler à la trésorerie pour recouvrer les amendes dont le taux de recouvrement frôlait les 0 %.

En début d'année, des milliers d'ATD employeur ont été envoyés et les gens sont venus en masse payer.

Le flux important de personnes arrivées sur place a été très difficile à gérer, le vigile a été molesté, l'accueil a été envahi plusieurs fois. La police municipale a été saisie 2 fois pour faire évacuer.

Une attention sera faite pour que cela ne se reproduise plus !

-CHARCOT : Solidaires revient sur les problèmes d'hygiène et de sécurité dans le parking de Charcot, depuis les signalements en Novembre 2023, rien n'a été fait, le parking n'a pas été nettoyé. Concernant l'accès au parking, la direction est au courant du problème et est en liaison avec la copropriété pour trouver des solutions.

Nous signalons également que le registre n'est pas à jour sur le site Ulysse 42 depuis mars 2023.

7) Rapport de l'ISST suite à sa visite à Mi-Carême :

- Problème non résolu de certains extincteurs sont toujours trop haut (nous en avons profité pour parler du site de Charcot, où dans les parties de copropriété, les extincteurs sont à 1,80 m de hauteur).

- Sur mi-Carême un lieu de stockage extérieur qui avait été signalé résolu mais de nouveau la zone est

utilisée ce qui engendre un risque d'incendie.

8) Questions diverses :

-Accueil site Gruner : il reste quelques boxes, mais il n'y a pas de boutons d'alerte et les personnes sont complètement isolés en bas. Le BIL va transférer les boutons sous les bureaux restant.

-Formation guide-file : les brassards devaient être mis à disposition mais toujours rien sur les sites où ont eu lieu les formations.

La direction s'engage que d'ici la fin du mois des bannettes seront mises en place pour que les brassards soient mis à disposition.

-Montbrison : le panneau du point de rassemblement n'a toujours pas été remplacé. M PAREJA veut que cela soit fait d'ici fin avril... A suivre.

L'année dernière, nous avons financé des trousse de secours, une publication en date du 06/06/2023 sur Ulysse 42 précisait que ces trousse étaient mises en place or elles ne le sont toujours pas !! M PAREJA veut que cela soit rectifié en même temps que les brassards.

- Annulation de 10M€ de crédit soit 108 millions pour la DGFIP : , pour la direction de la LOIRE 99 075 € ont été supprimés (environ 5 % du budget annuel).

- Enquête de chauffage : Sur l'ensemble des bâtiments, la température dépasse les 19°C, la DDFIP de la Loire n'est pas bonne au niveau pollution, consommation. Il va falloir s'attendre à ce que la température globale soit baissée.

-VISITE DE SERVICE :

- Une visite en juin 2024 pour le SIP Charcot
- Une visite en septembre/octobre 2024 pour le site de St Chamond

Une visite avant travaux doit être faite avec la direction, une visite pendant travaux et après travaux.

Pour Solidaires :

Olivier GUETON
Christophe DA SILVA
Christel RIVET
Julie MARTELLINO